

"Introduction à la chaire Francqui attribuée à
Yves Poulet aux FUCaM en 2003 sur le thème
"Le-e-droit: une révolution en marche ?"."

le Hardÿ de Beaulieu, Louis

Abstract

Introduction à la chaire Francqui attribuée à Yves Poulet aux FUCaM en 2003 sur le thème "Le-e-droit: une révolution en marche ?".

Document type : *Document de travail (Working Paper)*

Référence bibliographique

le Hardÿ de Beaulieu, Louis. *Introduction à la chaire Francqui attribuée à Yves Poulet aux FUCaM en 2003 sur le thème "Le-e-droit: une révolution en marche ?".* (2003) 4 pages

Facultés universitaires catholiques de Mons

Chaire Francqui au titre belge

Accueil du Professeur Yves Poullet, doyen de la Faculté de Droit de Namur, pour la chaire qui lui a été attribuée sur le thème

"Le-e-droit: une révolution en marche ?"

Introduction par Louis le Hardÿ de Beaulieu

Directeur de l'UFR Droit des FUCaM

Mons, le 4 février 2003

Monsieur le doyen,

Mon cher Yves,

Je voudrais m'associer aux propos de Monsieur le Recteur pour te dire combien nous sommes heureux de t'accueillir à Mons pour cette Chaire Francqui au titre belge.

Le domaine de recherche et d'enseignement que tu as développé avec le centre de recherche informatique et droit est assurément vaste et d'une réelle actualité.

En quelques dizaines d'années, le monde a profondément changé et surtout la vitesse à laquelle ces changements se sont manifestés apparaît inhabituelle à l'échelle d'une vie humaine.

Parmi ces changements, ceux qui sont liés à l'essor formidable des technologies de l'information et de la communication sont évidemment remarquables.

Je voudrais nous rappeler une anecdote.

Nous sommes le 30 août 1794. L'armée française vient de battre les troupes autrichiennes à Condé sur l'Escaut. Il faut annoncer la nouvelle à Paris, située à 200 km de là. Cette nouvelle parviendra dans la capitale en trente minutes grâce aux 15 stations du télégraphe optique de l'ingénieur Claude Chappe, alors qu'il aurait fallu près de quatre heures à cheval au galop, en ligne droite et sans relais pour porter la nouvelle.

L'anecdote fait sourire à l'heure où, d'un bout à l'autre de la planète, nous nous échangeons des courriers électroniques en quelques minutes. Il s'agissait pourtant bien là d'une nouvelle technologie de la communication. Signe de la relativité des choses, on s'interrogeait à l'époque sur des problèmes d'infrastructures, de coûts et de la compatibilité de systèmes d'exploitation autant que de la sécurité des données transmises et qui pouvaient être captées par tout observateur embusqué. On commença donc à crypter les messages, à les « sécuriser ». A partir de 1844 et de l'utilisation d'une nouvelle génération de télégraphe inventée par Samuel Morse, on pensa un instant le problème résolu puisque les messages transmis sur les fils par impulsion électrique n'étaient plus observés à l'œil nu. Il fallu bientôt

déchanter et trouver de nouvelles parades aux risques nouveaux d'espionnage politique, militaire ou industriel liés à l'utilisation de cette invention nouvelle.

Les Etats décidèrent donc de créer, en 1865, l'une des premières organisations internationales dignes de ce nom : l'Union télégraphique internationale, aujourd'hui devenue l'Union internationale des télécommunications.

Confidentialité des données, protection de la propriété intellectuelle ou industrielle, préservation de la souveraineté nationale semblaient déjà être des questions à l'ordre du jour.

Les domaines d'investigation du juriste en cette matière concernent également les décideurs privés et les décideurs publics autant que chacun d'entre nous comme citoyen.

Dans le domaine de l'économie, comment ne pas songer à l'essor considérable du commerce électronique, et des potentialités qu'il offre mais aussi - dans la foulée - aux problèmes qui sont liés en matière de sécurité des transactions ou de protection de la vie privée, etc.

Notre droit des contrats, directement hérité du Code Napoléon, est encore pleinement imprégné de l'autorité de l'écrit et recourt à des modes de preuve traditionnels. Il est bien évident qu'à l'époque la notion même de signature électronique ne pouvait - et pour cause - pas être imaginée.

Mais il est tout aussi certain que le Droit de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle se doit de prendre cette réalité en compte.

Dans le domaine de la gestion publique, chacun d'entre nous voit apparaître de nouvelles formes de communication entre l'autorité et le citoyen. Outre l'État et les grandes organisations internationales, nombreuses sont, plus près de nous, les communes (parfois même de taille modeste) qui créent un site internet, mettant à la disposition de leurs administrés des renseignements en ligne, des formulaires qui leur permettent de dialoguer avec l'autorité publique utilisant ces moyens nouveaux pour combler un déficit démocratique parfois ressenti.

Pour demain, on nous annonce la possibilité de remplir nos déclarations d'impôts en ligne.

D'autres possibilités semblent également pouvoir accroître l'efficacité et la performance de notre système démocratique. Ainsi en va-t-il, par exemple, du vote électronique. Mais aussitôt apparaissent, dans ce cadre, un certain nombre de questions. On se souvient, lors des dernières élections (et nous savons que les prochaines ne sont pas loin) d'interrogations d'un certain nombre d'électeurs ou de spécialistes sur la fiabilité technique du système et sur la garantie dont dispose - ou ne dispose pas - le citoyen que la carte magnétique qui lui a remise à l'entrée du bureau de vote est effectivement bien vierge et que le choix qu'il émet est effectivement respecté par le système informatique qui lit cette même carte magnétique.

Mais nous savons qu'en termes de société, nombreuses sont les questions soulevées par les abus auxquels l'usage des technologies de l'information et de la communication peuvent donner lieu. L'actualité de ces dernières années et de ces derniers mois démontre de manière dramatique combien des utilisateurs faibles (on peut ici songer en premier lieu aux enfants) peuvent être les cibles des gestionnaires ou des clients de sites pour le moins peu recommandables. Ceci, bien entendu, ne constitue qu'un exemple - mais très sensible - du vaste domaine de la cybercriminalité qui se développe aujourd'hui.

De ce point de vue, le droit pénal comme le droit des contrats se trouve confronté à des réalités nouvelles. L'ordinateur - même le simple ordinateur personnel - peut apparaître tantôt comme la cible, tantôt comme l'instrument et tantôt comme l'accessoire d'une infraction. Ainsi, un glorieux anonymat pourra inciter à la diffamation en rendant parfois l'identification de l'auteur difficile. Ainsi aussi, l'apparition de nouveaux délits oblige le Droit à revoir ses catégories. Le piratage informatique portant sur des logiciels ou des morceaux de musique constitue-t-il pleinement un vol au sens traditionnel du terme ? Mais à vrai dire cette problématique doit-elle réellement être abordée au travers de la notion pénale de vol ? Comment appréhender également de simples instructions ou informations sur la manière de fabriquer des explosifs ? On imagine aisément combien tout ceci se double aussi de problèmes délicats d'application de la loi pénale dans l'espace.

Donc en se posant la question de savoir si et dans quelles limites le Droit - déjà omniprésent dans notre société - doit se saisir de l'ensemble de ces problèmes. Peut-on admettre que les acteurs techniques, que les opérateurs économiques, que les décideurs publics ou même que le simple particulier au titre de sa liberté personnelle gère nombre de ces questions de manière autonome, guidé en cela par leur seule conscience ou leur seule déontologie.

Il est incontestable que la déontologie, la création de codes de conduite sont hautement souhaitables. Pour autant, le Droit ne peut en aucune manière désinvestir ce champ de la réalité sociétale. Pour ne prendre qu'un exemple tiré de l'actualité de ce début d'année 2003, comment ne pas souligner les risques qu'il y aurait à laisser, dans le domaine des sciences de la vie, la seule conscience individuelle des chercheurs décider ce qui peut être fait ou ne pas être fait.

Ce qui est vrai dans le domaine du clonage, l'est également dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui.

Le Droit ne peut donc demeurer inattentif aux débats qui traversent nos sociétés. Bien plus, il lui revient - le cas échéant - d'adapter certains pans de sa discipline à des données scientifiques ou techniques nouvelles¹. Cela n'implique pas pour autant une "soumission radicale du Droit à une science"² ou à une technique.

Comment alors passer de la constatation que le Droit ne peut laisser vacant le champ de la réflexion en ces matières à son intervention résolue ?

Sans doute J. Habermas - dans le champ de la Philosophie - et G. Teubner - dans le champ de la Théorie du Droit - ouvrent-ils des pistes de réflexion en affirmant que "le droit ne prend pas tout son sens normatif en vertu de sa seule forme, pas plus qu'en vertu d'un contenu moral donné *a priori*, mais à travers une procédure d'édiction du droit qui engendre la légitimité"³, par exemple au travers du développement d'une *normativité négociée* avec les acteurs.

¹. Le Droit de la famille et en particulier celui de la filiation l'illustre.

². B. Edelmann, "Le Droit, les vraies et les fausses sciences", *Archives de philosophie du Droit*, vol. 55

³. J. Habermas, *Droit et démocratie, entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997, p. 153.

Ainsi, le Droit apparaît comme un outil de synthèse entre des discours - et parfois des intérêts - différents. Cette vocation instrumentale lui permet d'intervenir, non pas avec une autorité épistémique absolue venue d'on ne sait quel ciel, mais avec la mission de réunir ce qui, dans une société, paraît essentiel.

C'est là qu'apparaît toute la force et la faiblesse du Droit, que résume si bien le Doyen Carbonnier lorsqu'il écrit: "Le Droit garde sa place: il est assis sur le roc de la contrainte, mais encadré par deux mises en question, l'une qu'il a su clore, l'autre qui peut-être s'ouvrira. Il légitime ainsi sa violence (si vous tenez à l'expression) en se soumettant aux deux nécessités de son essence: il lui faut *hésiter* avant, il est prêt à *regretter* ensuite"⁴.

Cette place du Droit, est celle dont nous parlera Yves Poullet au cours des six leçons qu'il a accepté de venir donner à Mons.

Il interviendra avec l'autorité et la compétence qui sont les siennes dans le domaine du droit des technologies de l'information et de la communication. Mais à la rigueur scientifique du propos, je sais aussi combien il alliera le sens de l'humour et de la bonne humeur qui caractérise le pédagogue mais aussi l'homme attachant qu'il est.

Mon cher Yves,

Outre nos invités et nos collègues, tu rencontreras lors de ces leçons, des étudiants – en sciences politiques ou en sciences de gestion – dont tu peux être convaincu de l'intérêt et de l'écoute attentive face à un propos qui, s'il appartient à une discipline quelque peu différente de celles qu'ils pratiquent le plus au quotidien, leur permettra de mieux saisir l'importance d'une réalité majeure de notre temps. Ton propos sera pour eux un apport et un complément remarquable qui viendra judicieusement se greffer sur les compétences qu'ils sont en train d'acquérir.

Te souhaitant un fructueux enseignement, je te cède volontiers la parole pour cette leçon inaugurale intitulée : "la régulation de l'internet : une œuvre révolutionnaire".

⁴ . J. Carbonnier, *Sociologie juridique*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 1994, p. 328.